

SIDERURGIE.**Fermeture de Gandrange : et maintenant ?**

La suppression de 575 postes a été entérinée hier et une manifestation de salariés a dégénéré à Metz. Les négociations sur le plan social s'ouvriront le 14 avril. Arcelor reste sur ses positions alors que l'arrivée d'un autre repreneur pourrait changer la donne.

A PEINE quinze minutes ! C'est le temps express qu'il aura fallu, hier, lors du comité d'entreprise de l'usine ArcelorMittal de Gandrange (Moselle) pour sceller la fermeture partielle du site d'ici à 2009 et la suppression de 575 postes sur les 1 108 emplois dans les ateliers de laminage. Même si elle était attendue, cette décision a déclenché la colère d'une partie des salariés. Alors que les élus de la CGT, de la CFDT et de la CFE-CGC avaient refusé d'assister à cette réunion qualifiée de « mascarade de la direction », plusieurs échauffourées ont éclaté entre les salariés et les forces de l'ordre à Metz (*voir ci-contre*) .

Plan de reclassement

Et maintenant ? Alors que les activités de laminage de Gandrange sont jugées non rentables par le numéro un mondial de la sidérurgie (+ 5,7 milliards d'euros de bénéfice net en 2007), le groupe du milliardaire indien Lakshmi Mittal est bien décidé à poursuivre son plan de restructuration. Hier, malgré l'avis négatif émis par les syndicats, la direction d'ArcelorMittal a convoqué une nouvelle fois les syndicats le lundi 14 avril pour ouvrir les négociations sur le plan social. Un plan qui prévoit une solution de reclassement pour tous les salariés, notamment sur d'autres sites au Luxembourg ou à proximité dans l'usine de Florange.

Mais ce scénario pourrait être battu en brèche. Devant l'émotion soulevée par cette fermeture partielle, Nicolas Sarkozy s'était engagé début février à trouver une « solution ». Le président de la République, qui va recevoir les syndicats lundi en fin d'après-midi à l'Élysée, pourrait proposer d'autres pistes. Même si Arcelor a déjà expliqué que ce site n'était pas à vendre, l'État pourrait encourager un projet de reprise de l'usine avec l'arrivée de nouveaux actionnaires, comme le groupe Carlo Tassara détenu par le milliardaire franco-polonais Romain Zaleski et la ville d'Amnéville. Plus crédible, l'État pourrait aussi pousser ArcelorMittal à rénover les deux hauts fourneaux de l'usine de Florange en lui octroyant des permis de polluer supplémentaires ou en l'aidant à développer un projet de captation de CO₂. Deux solutions qui permettraient de garantir l'avenir industriel dans cette région pour plusieurs années.

[Guillaume Zambaux](#)



GANDRANGE (MOSELLE), HIER. Le directeur de l'usine étant absent, les manifestants en colère ont saccagé son bureau.
(AP/MATHIEU CUGNOT.)

 Imprimer | Fermer la fenêtre 

Droits de reproduction et de diffusion réservés © **Le Parisien 2005**